



**Déclaration liminaire de la FNEC-FP-FO 02 au
Conseil Départemental de l'Education Nationale
du 13 février 2024**

Madame la Directrice Académique,

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Ce CDEN se tient après **un mois de tumulte** concentrant en un temps record **les déclarations méprisantes et hors-sol** de la Ministre Madame Oudéa-Castera à l'encontre des enseignants et quelques jours après la nomination de la nouvelle ministre Madame Belloubet. Cette fraîche nomination suffira t-elle à **rétablir le dialogue** entre les personnels sur le terrain et leur ministre ? Nous le souhaitons et l'espérons avec force pour qu'un véritable dialogue soit mis en place.

Les annonces de M. Attal sur les groupes de niveaux sèment **le chaos et le découragement** dans de très nombreux collèges de notre département. On nous a promis de faire de l'Education Nationale une priorité , on nous a promis que les enseignants seraient choyés, que nos conditions de travail s'amélioreraient par le choc d'attractivité mais les annonces de M. Attal que l'on s'empresse partout de mettre en place en dehors de tout texte, laissent les personnels **consternés, effarés devant tant de méconnaissance du métier d'enseignant sur le terrain. Les dotations ne permettent tout simplement pas de répartir tous les élèves de 6° et de 5° en trois groupes distincts** selon leur niveau en Maths et en Français.

Pour cela, **il aurait fallu recruter massivement des enseignants** et, en amont, donner envie aux étudiants de se lancer dans le métier – ce qui n'est toujours pas le cas. La FNEC FP-FO a listé au CSAD toutes les conséquences de cette nouvelle organisation. Nous en rappellerons quelques-unes ici :

- **disparition du groupe classe** pour tous les élèves de 6° et 5° pour un tiers de leur emploi du temps entraînant perte de repère et stigmatisation,
- les alignements des heures de Maths et de Français feront peser de très lourdes contraintes qui **détérioreront les EDT** pour toutes les classes d'un même collège à la fois pour les élèves et les enseignants,
- **disparition ou réduction dans de nombreux collèges d'enseignement optionnel** et des dédoublements en sciences qui permettaient non seulement manipulation mais offrait aux élèves une « respiration ».

Tout aussi **catastrophique** pour l'école de la république est **l'acte II de l'école inclusive**. Jeudi 25 janvier 2024, à l'appel de la FNEC-FP-FO, plus de **5 000 manifestants** de l'Education nationale, rejoint par des personnels du secteur social et médico-social, des agents territoriaux et hospitaliers, des personnels de l'enseignement agricole, des parents d'élèves, sont venus de plus de 90 départements **crier leur colère à Paris pour que cessent les économies sur le dos des élèves les plus fragiles** et des personnels, pour que cesse la maltraitance !

Notre département expérimentera à la rentrée le PAS, dispositif qui dilue le médico-social dans l'Education Nationale sans répondre aux nombreuses alertes des personnels et des parents. Le PAS poursuit la **politique d'inclusion systématique sans moyen du gouvernement** qui ferme des postes en établissement spécialisé met bien souvent en souffrance les élèves concernés, les autres élèves de la classe et les

enseignants. Les **créations de poste annoncés en CSAD paraissent déjà insuffisantes au vu des besoins**. Par exemple, des **élèves en attente d'une place à l'IME de Proisy ne pourront y être pris en charge, faute de places**, alors que dans le même temps une ouverture d'un poste d'UE Polyhandicap à l'école élémentaire de Vervins est prévue. Pourquoi ne pas également ouvrir un poste dans cette IME et ne pas supprimer celui de Liesse notre Dame ?

Que dire également des **46 fermetures de classes à la rentrée prochaine** dans l'Aisne et actées en CSAD le 30 janvier dernier ? Cette carte scolaire drastique est justifiée par la baisse démographique dans notre département. Nous ne pouvons effectivement pas le nier, mais n'était-ce pas là l'occasion, dans un département frappé par les difficultés sociales et qui connaît toujours un taux d'illettrisme supérieur à la moyenne nationale, de profiter de cette baisse démographique pour constituer des classes avec des effectifs moindres, favorisant davantage les apprentissages ; car, contrairement à ce qu'a faussement avancé Mme Oudéa-Castéra, et tous les enseignants le diront, **les élèves tirent davantage profit des enseignements dispensés dans des classes à effectifs réduits...l'émulation se fait très bien à 18 élèves par classe !**

Où sont les créations de postes de remplaçants qui auraient permis d'assurer chaque jour, à chaque classe axonaise, la présence d'un enseignant titulaire et formé ? Nulle part. **Pire, le ministère se tourne vers une start-up privée et son application ANDJARO** pour essayer de **palier les manques**. L'Etat préfère payer un prestataire privé plutôt que de recruter des personnels qualifiés sous statut. Tout prend sens à la lecture du site internet d'ANDJARO avec ce slogan : *«La solution qui aide les organisations du public et du privé à mieux faire face aux situations de sous-effectif»*.

La priorité donnée à l'école annoncée par nos dirigeants n'est que poudre aux yeux et effet d'annonce pour s'accorder les faveurs de l'opinion publique. Au lieu d'inventer des dispositifs et mesures inefficaces (port de l'uniforme, pacte), si elle veut vraiment améliorer le niveau de tous les élèves, la nouvelle Ministre Beloubet **abondera les DHG à la hauteur des demandes**, pour diminuer le nombre d'élèves par classe et améliorer leur encadrement, elle **rétablira les horaires disciplinaires supprimés à coups de contre-réformes, elle augmentera** le nombre de remplaçants, de places en SEGPA et en d'UPE2A, de places dans les structures spécialisées.

Vendredi 9 février , les parents d'élèves , alertés par les conditions dégradées d'enseignement, ont lancé l'opération **collège mort** à Anizy ainsi que dans **les écoles de Pinon et de Brancourt où des classes ferment**, hier, lundi 12 c'était collège mort à Charly où tous les enseignants étaient en grève, jeudi dernier en soirée, **une conférence de presse s'est tenue réunissant les collèges de Condé, Charly, Racine et Rostand**. Le 16 février, les collèges de Le Nain et Mermoz et Corbeny se joindront à l'opération. Au moment où les conseils d'administration se tiennent dans les collèges, les personnels et les parents se rassemblent pour rédiger des motions et alerter la hiérarchie. Ils peuvent compter sur le soutien de la FNEC-FP-FO qui continue de revendiquer :

- **Revalorisation du point d'indice à hauteur de l'inflation, 10% tout de suite et le rattrapage des 28,6% perdus depuis 2000,**
- **Annulation des suppressions de postes et la création des postes nécessaires, enseignants, postes spécialisés, de PsyEN, d'AESH, AED nécessaires à la prise en charge de tous les élèves en difficulté,**
- **Abandon définitif de l'acte 2 de l'Ecole inclusive (AESH et AED fusionnant pour devenir ARE) ,**
- **Abandon du PAS permettant à l'Éducation Nationale de mettre la main sur les notifications MDPH,**
- **Maintien et création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux,**
- **Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH et les AED,**
- **Arrêt de toutes les mesures qui remettent en cause nos statuts et dégradent nos conditions de travail (Pacte, « Choc des savoirs »...),**
- **Retrait pur et simple de la réforme de la voie professionnelle,**
- **Annulation des formations hors temps scolaire.**